

Commission : Conférence des Parties

Question : Faut-il démondialiser pour répondre à l'urgence climatique ?

Auteur : Madagascar

Le réchauffement climatique et la dégradation écologique sont le produit de la croissance économique rapide, à forte intensité de carbone, qui a soutenu la mondialisation. Les changements suivants sont dus aux activités humaines dans un monde de plus en plus globalisé, industrialisé et interconnecté :

- La surface de la terre se réchauffe, ce qui a un impact sur la disponibilité de l'eau, la qualité des terres, la sécurité alimentaire et la biodiversité.
- Plus de deux millions de personnes meurent chaque année à cause de la pollution de l'air extérieur et intérieur.
- La disponibilité de l'eau douce est en déclin et l'eau contaminée est la principale cause environnementale de maladie et de mort humaines.
- Les écosystèmes aquatiques sont surexploités, mettant en péril l'approvisionnement alimentaire et la biodiversité.
- Les populations plus pauvres et dans zones moins développées sont les plus vulnérables aux changements environnementaux. Il s'agit d'un point important pour le Madagascar.

La crise climatique nous oblige à abandonner l'hypothèse fondamentale d'un potentiel illimité de croissance économique (à forte intensité de carbone). Cela est incompatible avec le respect des limites géophysiques de la Terre. Une action urgente est nécessaire pour décarboniser nos économies. Mais les preuves d'un découplage à long terme de la croissance économique des émissions de carbone et de l'épuisement des ressources sont faibles. Plus de croissance a tendance à signifier plus d'émissions de CO₂ et de destruction de l'environnement.

La lutte contre le changement climatique nécessite une intervention et une planification économique démocratique ainsi qu'une coopération internationale.

Le déclin de l'eau douce et le résultant réduction de profitabilité dans le secteur agricole au Madagascar, a cause du changement climatique et surexploitation de ressources poussent pour la décarbonisation de l'économie mondiale et la mise en place d'infrastructure pour protéger des effets du changement climatique qui déjà prennent lieu.

L'énorme investissement nécessaire pour décarboniser l'économie créera des emplois et de la croissance à court terme. Mais le type d'économie et de société vers lequel nous évoluons devra en fin de compte dépendre beaucoup moins de la croissance économique. Au lieu de cela, il doit être basé sur une consommation réduite, le partage des ressources, la durabilité et la solidarité mondiale.

Mais cela ne veut pas dire d'abandonner la mondialisation et se tourner vers des économies nationales et locales autonomes. Nos économies et nos sociétés sont trop interconnectées, dépendant les unes des autres pour des biens et des ressources vitales, pour que cela soit faisable ou souhaitable. Mais cela

signifie que nous devons changer les idées et les institutions qui gouvernent la mondialisation, en déplaçant les marchés et en nous tournant vers des objectifs de développement qui sont démocratiquement planifiés, à long terme et scientifiquement informés.